



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

DU SECTEUR SOCIAL



## Quand le gouvernement crie haro sur les chômeurs

*Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.*

### **Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation**

Elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit.

**C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent.**

Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

**Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble.**

Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défilier avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

.....

**Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail. Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.**



Rejoins nous sur twitter et Tiktok : NPATsocial

NPA GRENOBLE-ISERE  npa.grenobleisere@gmail.com  <https://nouveau-partianticapitaliste.fr>



# Brèves



## À Ocellia Échirrolles : une direction revancharde

Pendant le mouvement de grèves contre la réforme des retraites en 2023, une mobilisation importante avait eu lieu dans cette école, liant rejet de la réforme et revendications locales pour des postes, des moyens et de nouveaux droits. Par une mobilisation de plusieurs mois ont été obtenus l'augmentation du budget H+ et l'accès au repas CROUS pour une partie des étudiant·es. À travers des Assemblées Générales regroupant jusqu'à une centaine d'étudiant·es, une vingtaine de piquets de grève et plusieurs blocages de l'établissement ont été organisés pour imposer des négociations à la direction d'Ocellia basée à Lyon et présidée par le rapporteur de la précédente réforme des retraites, Michel Issindou. Le soutien et la participation de la majorité des étudiant·es aux AG et actions avaient mis à mal la légitimité du directeur d'établissement, limogé en cours de conflit par la direction générale.

En poste depuis septembre, la nouvelle directrice compense son arrivée tardive par un CV combinant "mise en œuvre de nouvelles organisations de travail", "gestion des situations de crise" mais aussi "yoga et boxe birmane en club"... Chargée de faire revenir l'ordre, elle a interdit les absences lors des jours de grève nationale, les collages d'affiches, les réunions et même les distributions de tracts : tout un programme pour quelqu'un qui prétend "fédérer les équipes autour d'un projet qui font sens" [sic].

C'était sans compter la persévérance des militant·es de l'école et de leurs soutiens qui ont tout de même appelé à la grève le 8 mars puis le 4 avril mais contre qui la directrice de transition a appelé la police à 3 reprises ! Pour certain·es étudiant·es il s'agissait de la première rencontre avec la directrice : une certaine conception de la bonne distance et de l'importance de la rencontre dans la relation éducative...

Contre ces méthodes dignes de patrons les plus brutaux, notre force réside dans le tous-ensemble, la grève, les manifestations et les assemblées générales. Jeunes et travailleurs·ses, c'est nous qui travaillons et étudions, c'est à nous de décider !

## Les assistantes sociales (ASS) de l'éducation nationale (EN) aussi !

Après une mobilisation réussie et dynamique, 1/3 des ASS de l'EN étaient présentes le 22/03 à Paris. Elle demande le Segur, des revalorisations salariales et plus de moyens pour accompagner les enfants victimes de harcèlement et de violences scolaires.

Relevant la tête et montrant une capacité de regroupement, leur intersyndicale appelle à la grève nationale de l'ensemble du travail social le 04 avril prochain ! Tout.e.s ensemble pour un travail social émancipateur et anticapitaliste !

## Allemagne : « travail obligatoire » pour certains migrants

Dans plusieurs régions d'Allemagne, les demandeurs d'asile sont désormais contraints d'effectuer des travaux dans leur centre d'accueil pour ne pas perdre une partie de leurs aides sociales. Ils taillent des haies, balayent les rues et nettoient les vitres. Dans le Land de Thuringe, à l'est de l'Allemagne, tous les résidents adultes en bonne santé du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Saale-

Orla sont tenus de travailler jusqu'à quatre heures par jour, payés... 80 centimes de l'heure. Ceux qui refusent voient leurs prestations sociales réduites – jusqu'à 180 euros par mois en moins. Il faut cependant rappeler que, dans le même temps, la plupart des migrants se voient refuser un permis de travail qui leur permettrait de trouver un emploi stable. Cette campagne sur « le travail obligatoire des migrants » donne une idée erronée et raciste des réfugiés qui seraient « réfractaires au travail ». Pas étonnant qu'elle ait été lancée par la droite chrétienne-démocrate et applaudie par l'extrême droite.

## Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !

Le NPA sera présent aux élections européennes. À l'heure où les bruits de bottes s'amplifient, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.

Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera le porte-voix des colères et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population survit avec des salaires, des pensions et des indemnités minés par l'inflation, alors que les grands groupes capitalistes se gavent, notamment ceux qui transforment le sang des peuples en milliards de profits.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de tous les travailleurs et travailleuses du continent pour arracher les moyens de vivre dignement, son opposition à cette Europe « forteresse », hérissée de murs et de barbelés contre les hommes et les femmes des autres continents, qui ne demandent qu'à venir ici pour y être nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux ou les usines.

Nos têtes de liste et porte-paroles de campagne sont des travailleurs : Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus, Gaël Quirante, 48 ans, postier, Armelle Pertus, 48 ans, professeure des écoles, Damien Scali, 38 ans, cheminot.

transmettre des informations ou à prendre contact : travailsocial.npa92@protonmail.com

Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous

NPA GRENOBLE-ISERE  npa.grenobleisere@gmail.com  <https://nouveau-parti-anticapitaliste.fr>



**MEETING POUR UN MONDE SANS PATRIE NI FRONTIÈRES, URGENCE RÉVOLUTION !**  
**AVEC GAËL QUIRANTE, PORTE-PAROLE DU NPA**  
**MARDI 16 AVRIL - 12H - CAMPUS SAINT-MARTIN-D'HÈRES (ARRÊT BIBLIOTHÈQUES UNIVERSITAIRES)**